

Van: Damilot Julien <Julien.Damilot@elia.be>
Verzonden: 16 December 2022 15:35
Aan: Post
CC: Regulatory Affairs; Matthys-Donnadieu James
Onderwerp: 2022_12_16_Lttr à CREG_T&C BRP
Bijlagen: Annexes.zip

Courrier officiel

CREG

Monsieur Koen Locquet
Président f.f. du Comité de direction
Monsieur Laurent Jacquet
Directeur pour le Contrôle des prix et des comptes
Monsieur Andreas Tirez
Directeur du Fonctionnement technique des marchés

Rue de l'Industrie, 26-38

1040 BRUXELLES

Avec accusé de réception par retour de mail souhaité

Bruxelles, le 16 décembre 2022

N/réf. : 20221216/PRA/Y2.625/JDA

V. Réf. : 2022/T154/V634-CDC11.30
ATI/MMA/WGO

Concerne : Révision des T&C BRP initiée par la CREG

Monsieur le Président,
Messieurs les Directeurs,

Par la présente, Elia Transmission Belgium (ci-après « Elia ») répond à votre courrier de ce 2 décembre 2022 par lequel la CREG nous offre la possibilité de réagir à la proposition d'adaptations qu'elle souhaite insérer d'initiative dans les T&C BRP, préalablement à une consultation publique qu'elle entend entreprendre par la suite.

Cette lettre de la CREG fait suite aux divers échanges qui ont eu lieu ces derniers mois entre Elia et la CREG au sujet de la volonté de la CREG d'insérer des éléments ayant trait au Tarif de déséquilibre – actuellement repris dans la Méthodologie tarifaire, la Proposition tarifaire et les Règles balancing – dans les T&C BRP.

Avant toute chose, Elia tient à souligner qu'elle a introduit un recours auprès de la Cour des marchés contre la décision (B)2450 prise par la CREG le 3 octobre 2022 sur la plainte en réexamen introduite par Elia à la suite de la décision (B)2433 de la CREG du 19 juillet 2022. En effet, Elia conteste fermement la procédure par laquelle la CREG a initié la dynamique de révision du T&C BRP. Plus généralement, et comme déjà élaboré dans nos échanges formels et informels sur le sujet, Elia réprouve fortement les ambitions de la CREG sur le sujet, qui selon nous sont de nature à porter atteinte à la sécurité, l'efficacité et la fiabilité de la gestion du système électrique.

Elia entend dès lors rendre explicite que les réactions qu'elle adresse aux propositions de la CREG à la demande de cette dernière au travers du présent courrier ne remettent en rien en cause la pertinence ou la portée du recours qu'elle a introduit contestant la procédure telle que menée actuellement par la CREG. Au contraire, nous tenons à

souligner que le présent courrier vous est adressé sous toute réserve et ne vaut pas acquiescement de la part d'Elia quant au bien-fondé des explications et demandes que la CREG lui a fait parvenir au travers du courrier du 2 décembre 2022 ou du courrier du 25 octobre 2022, que ce soit par rapport à la législation, l'accord de traitement, la méthodologie et la décision tarifaire ou par rapport aux documents appelant des modifications.

Une seconde réserve qu'Elia entend exprimer en préalable à sa réaction a trait au fait que les commentaires compris dans le présent courrier ne sont certainement pas à considérer comme exhaustifs. En effet, dans son courrier, la CREG confère à Elia seulement 10 jours ouvrables pour réagir à ses propositions sur les T&C BRP. Or, comme expliqué ci-avant, les modifications que la CREG entend apporter aux T&C BRP concernent le Tarif de déséquilibre et par-là impactent la Méthodologie tarifaire, la Proposition tarifaire ainsi que les Règles Balancing. Elia considère qu'en ce délai, et sans vue complète des modifications sur l'ensemble des documents concernés, elle n'est pas en mesure de développer l'ensemble des questions et réactions que la proposition de la CREG suscite. Ainsi, et à moins que la CREG ne revoie ses intentions, Elia ne peut que se réserver le droit de réagir également lorsque la CREG engagera une consultation publique sur sa proposition, voire également encore après en fonction des adaptations des autres documents précités. Elia ne connaît d'ailleurs pas quelle suite la CREG entend réserver aux commentaires repris dans le présent courrier.

Ces réserves importantes ayant été posées, notre première réaction consiste à indiquer que votre courrier de ce 2 décembre n'offre aucune clarté quant à la manière dont la CREG entend implémenter ses intentions.

En effet, nous avons bien reçu un projet de T&C BRP contenant des propositions d'adaptation ; ces propositions sont toutefois redondantes avec des dispositions contenues actuellement dans les Règles balancing et la Proposition tarifaire en vigueur, mais en plus, certaines entrent en contradiction avec les Règles balancing et la Proposition tarifaire. Pour rappel, nous nous étions déjà précédemment inquiétés (cfr notamment plainte en réexamen et notre lettre du 7 octobre 2022) de la manière dont la CREG entendait coordonner ses intentions, et de l'horizon sur lequel elle entendait les voir mises en œuvre, et nous ne percevons toujours pas clairement comment la CREG entend traiter ces imbrications.

Dans son courrier du 25 octobre, la CREG nous avait indiqué qu'elle entendait à ce que les modifications nécessaires à apporter aux autres sources de régulation soient accomplies en parallèle au traitement des T&C BRP. Désormais, la CREG nous signale qu'elle corrige les intentions annoncées dans son courrier du 25 octobre et semble désormais privilégier une approche en séquence, commençant par la révision des T&C BRP.

Cette correction n'apporte toutefois aucune clarté sur la manière dont la CREG entend mettre ses intentions en exécution. En effet, le projet de T&C BRP amendé par la CREG ne contient pas de plan d'implémentation (comme pourtant prévu au chapitre 2 des T&C BRP approuvés par la CREG, et qu'il s'indique pourtant de respecter) décrivant clairement les conditions exactes dans lesquelles les amendements prévus par la CREG entrent en vigueur. Par ailleurs, la proposition d'adaptations reçue – et en particulier l'article 29.1 « Toepassing » qui semble décrire le champ d'application des modifications de la CREG – est loin d'être explicite et soulève des questions sur l'entrée en vigueur des modifications proposées par la CREG, ainsi que sur les modifications exactes des autres documents impactés.

Une mise en vigueur des dispositions du T&C BRP antérieure à une révision des Règles balancing et/ou de la Proposition tarifaire créerait une incohérence juridique manifeste (une décision sur un T&C n'ayant pas de supériorité par rapport à une décision tarifaire ou sur les Règles balancing). Pour la sécurité juridique mais plus globalement pour la clarté du cadre applicable à l'ensemble des acteurs de marché, il est essentiel d'assurer une cohérence entre les différentes sources de régulation et par-là de définir un plan d'implémentation coordonné.

Outre l'incertitude susmentionnée, l'approche en séquence met fortement en péril le planning des évolutions de marché nécessitant une révision des T&C BRP, telles que le projet MARI dont le démarrage des consultations est actuellement prévu pour fin Q1 2023 ou l'entrée en vigueur du « local go live mFRR », pour lequel il ne sera plus possible de faire une nouvelle consultation publique des T&C BRP après la consultation publique des T&C BRP organisée par la CREG. A noter qu'un retard du « local go live mFRR » entraîne mécaniquement aussi un retard du projet « Icaros ».

Enfin, comme mentionné plus haut, il nous semble très compliqué pour Elia - mais aussi pour les acteurs de marché - de pouvoir commenter efficacement dans le cadre d'une consultation publique des modifications d'un document (en l'occurrence les T&C BRP) sans avoir une vue complète sur tous les documents à adapter le cas échéant, comme les Règles Balancing, la Proposition Tarifaire, la Méthodologie tarifaire, ... Nous nous inquiétons de cette absence de transparence envers et d'esprit de coopération avec les acteurs de marchés qui sont essentiels pour le bon fonctionnement du WG Balancing (tel qu'encadré par l'article 237 du Code de bonne conduite).

Notre seconde réaction consiste à constater qu'outre l'intégration de dispositions contenues actuellement dans les Règles balancing ou la Proposition tarifaire, les propositions de la CREG visent d'une part à supprimer les cap, floor et dead band liés à l'intégration à la plateforme Picasso mais aussi, d'autre part à supprimer le facteur alpha du Tarif de déséquilibre, et ce, au travers une révision du T&C BRP.

Dans nos précédents échanges, nous avons déjà largement commenté et critiqué la suppression des cap, floor et dead band évoqués supra essentiels à la sécurité, l'efficacité et la fiabilité de la gestion du système électrique (à l'annexe 1 est reprise une liste des échanges tenus sur le sujet avec la CREG au cours desquels nos arguments ont été développés). En renvoyant à ces échanges pour le détail de notre point de vue, nous nous limiterons ici à réitérer notre incompréhension face à l'intention de la CREG de développer une régulation aussi instable (la CREG a approuvé l'instauration de ces cap, floor et dead band cet été) et qui s'oppose au consensus des acteurs de marché (dès lors que l'introduction de ces paramètres s'est fait avec le soutien unanime des acteurs du marché concernés).

Pour sa part, le facteur alpha constitue un incitant appliqué au travers du Tarif de déséquilibre augmentant (ou diminuant) la hauteur du Tarif de déséquilibre en cas de déséquilibre physique négatif (ou positif) important de la zone de réglage belge. En accentuant la valeur du Tarif de déséquilibre (à la hausse ou à la baisse) dans les situations où la zone de réglage connaît des déséquilibres importants, il vise à inciter les acteurs de marché à agir eux-mêmes pour aider à la résorption du déséquilibre constaté.

En la matière, Elia tient à insister sur le fait que le facteur alpha est un composant du Tarif de déséquilibre. Ce Tarif de déséquilibre provient de la Proposition tarifaire approuvée par la CREG dans sa décision du 7 novembre 2019, établie dans le respect de la Méthodologie tarifaire, laquelle trouve sa source dans l'article 12 de la Loi Electricité. Il est un élément constitutif des tarifs de réseau (au sens de l'art. 12, notamment §1, ainsi que § 5, 10° de la Loi Electricité, qui transpose l'art. 59 de la Directive 2019/944) et ce, indépendamment de la question de savoir s'il fait ou non aussi partie du prix de déséquilibre au sens de l'art. 1, 12° de l'EBGL. On peut d'ailleurs rappeler que l'EBGL ne prévaut pas sur la législation nationale dans le domaine de l'approbation des méthodologies tarifaires et des tarifs, établie en application d'une Directive européenne. La nature tarifaire de l'alpha est en toute hypothèse confirmée par la référence à des incitants en matière de tarifs de déséquilibre dans la Méthodologie tarifaire (voir art. 4.4 de son Annexe 2), sa concrétisation via le paramètre alpha dans la Proposition tarifaire, puis l'approbation de celui-ci dans la Décision tarifaire et donc sa publication au sein des tarifs en vigueur. De la sorte, faire sortir du cadre tarifaire des éléments comme le paramètre alpha qui font partie du Tarif de déséquilibre, constitue une violation non seulement des Tarifs en vigueur, mais également de l'art. 12, § 1, ainsi que § 5, 10°, de la Loi Electricité, de l'Accord relatif aux procédures d'établissement des Méthodologie et Proposition tarifaire et de la Méthodologie tarifaire elle-même.

Il est également intéressant de rappeler qu'au cours de la présente période régulatoire 2020-2023, une adaptation a été apportée au facteur alpha au travers non pas d'une modification du T&C BRP, mais bien d'une modification de la Proposition tarifaire 2020-2023 approuvée par la CREG dans sa Décision (B)658E/77 du 3 février 2022. Nous ne saisissons pas quel nouvel élément juridique intervenu dans l'intervalle permettrait de remettre en cause la liaison entre l'alpha et le cadre tarifaire.

Ce faisant, Elia ne perçoit pas ce qui autorise(rait) la CREG à supprimer ce paramètre tarifaire au travers une révision du T&C BRP.

Au-delà de ces considérations relatives à l'absence de pertinence de supprimer le paramètre alpha au travers une révision du T&C BRP, il nous semble également essentiel de partager avec vous nos réactions de fond quant à la suppression du composant alpha, que nous estimons être initiée par la CREG sans considération pour la sécurité, l'efficacité et la fiabilité de la gestion du système électrique. Nous avons synthétisé ces réactions dans une annexe spécifique pour condenser au mieux nos préoccupations fondamentales en la matière (voir l'annexe 2 jointe au présent courrier).

Notre troisième réaction consiste à vous faire part des commentaires plus spécifiques que la lecture des propositions textuelles de la CREG suscite. Nous avons également rassemblé ces commentaires dans une annexe spécifique jointe à la présente (annexe 3).

Enfin, et ceci condensera notre dernière réaction, la CREG utilise son courrier de ce 2 décembre pour contester certaines affirmations d'Elia. Sans exhaustivité (vu les délais), Elia entend tout de même réagir sur le fait que la CREG conteste avoir continuellement changé d'avis en cette matière.

Elia rappelle à la CREG qu'en avril 2022, la CREG demandait de déplacer certains passages des Règles balancing et l'alpha dans le T&C BRP. En juillet 2022, elle ajoutait à sa demande de supprimer les cap, floor et dead band liés à la connexion à la plateforme Picasso, et demandait que les passages à transférer soient étendus aux chapitres 16 et 17 des Règles balancing. Le 3 octobre, la CREG considérait que la Méthodologie tarifaire ne devrait pas changer, mais le 25 octobre, elle se référait explicitement à une nouvelle Méthodologie tarifaire. Dans son dernier courrier, elle laisse désormais entendre qu'une modification de la Méthodologie tarifaire n'est plus nécessaire. Le 25 octobre, elle indiquait viser une modification parallèle du T&C BRP et des Règles balancing ; le courrier de ce 2 décembre corrige ce point en ne liant plus ces éléments mais en prévoyant une approche séquentielle demandant à Elia de modifier, après la modification des T&C BRP par la CREG, non seulement les Règles balancing mais également la Proposition tarifaire. Au travers de cette juxtaposition, l'attitude de la CREG peut difficilement être qualifiée de constante.

Or, pour rappel, la CREG justifie son droit à l'initiative sur la modification du T&C BRP en ce qu'Elia n'aurait pas répondu de manière satisfaisante à ses demandes répétées ; Elia y répond notamment que les demandes de la CREG ne cessent de varier à chaque courrier/décision de la CREG, en atteste encore ce dernier courrier du 2 décembre.

Pour conclure le présent courrier, nous tenions à finir par une référence aux acteurs de marché. Il n'aura pas échappé aux services de la CREG qu'au cours du dernier groupe de travail 'Balancing' du User's group de ce 9 décembre, ceux-ci ont fait part de leur profonde confusion par rapport aux intentions de la CREG de modifier le Tarif de déséquilibre au travers la révision des T&C BRP et par rapport aux conséquences à ce stade peu claires sur leurs propres factures. Ils ont également exprimé leur vive inquiétude quant aux implications que cette modification aurait sur le planning total des évolutions de design. Le moins que l'on puisse dire, c'est que, comme nous, ils ne comprennent pas le chemin emprunté par la CREG, à l'instar de ce que nous répétons depuis un moment maintenant.

Sans préjudice du recours en annulation introduit contre la décision du 3 octobre, et en vous avouant notre incompréhension face à la prise d'initiative actuelle qui génère selon nous un chaos inutile et inefficace, nous vous assurons de notre ouverture à chercher des points de convergence avec la CREG quant aux évolutions futures à donner aux documents réglementaires concernés.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, Messieurs les Directeurs, nos salutations distinguées.

Julien Damilot
Manager Public & Regulatory Affairs

James Matthys-Donnadieu
C.O. Customers, Markets & System

Annexes : 3

Julien Damilot
Public & Regulatory Affairs

T +32 2 546 73 31
M +32 472 92 73 82

Elia Transmission Belgium
Keizerslaan 20 • 1000 Brussel • Belgium

elia.be



This message and its attachments may contain confidential information protected by intellectual property rights or other rights & is strictly for the exclusive use of the intended recipient. It is strictly prohibited to copy, alter or disclose this message or its contents to any other person without Elia's prior consent. If you are not the intended recipient of this message, please inform the person who sent it and delete the message from your system. All messages sent to and from Elia may be monitored to ensure compliance with internal policies, to protect the company's interests and/or to remove potential malware. Elia is not liable for any direct or indirect damage arising from errors, inaccuracies or any loss in the message, from unauthorized use, disclosure, copying or alteration of it or as a result of any virus being passed on. This message does not constitute any commitment from Elia except when expressly otherwise agreed between the intended recipient and Elia.

U vindt de Nederlandse versie van deze disclaimer op onze internetsite www.elia.be

Vous pouvez découvrir la version française de ce disclaimer sur notre site internet www.elia.be
